

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2443
29 mai 2015
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Le journal
d'Arlette Laguiller

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Faire entendre le camp des travailleurs par la lutte

Turquie

**La grève
des métallos
fait reculer
les patrons**

page 12

Hôpitaux

**En lutte contre
le plan Hirsch**

page 13



La Fête

pages 7 à 11

Faire entendre le camp des travailleurs sur le terrain des luttes

Se disant satisfait de son début de quinquennat, Hollande se prépare pour une nouvelle campagne présidentielle. Du coup, il essaye de nous vendre son bilan.

Pour les travailleurs, ce bilan est accablant. Ses trois ans de présidence ont été trois années de hausse continue du chômage et de recul de la condition ouvrière. Et qu'il y ait eu 0,6% de croissance au premier trimestre, au lieu des 0,4% attendus, n'y change rien.

Que signifie en effet cette prétendue « reprise » dont se flatte le gouvernement, pour les salariés d'Intermarché, de Renault Trucks ou d'Areva menacés de licenciement ? Ou encore pour les ouvriers de la fonderie Sambre-et-Meuse, pour les chauffeurs routiers de Mory Global dont l'entreprise vient d'être liquidée ?

Et où est-il, ce bout du tunnel que les ministres nous annoncent périodiquement, pour les familles ouvrières qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, ou pour celui qui pointe à Pôle emploi, entouré de milliers d'autres, et qui se retrouve face à des conseillers débordés par la situation ?

Cela n'empêche pas le gouvernement de rabâcher que sa politique porte ses fruits. Pour le grand patronat, c'est certain, et bien visible. Dassault, marchand de canons et figure de la droite réactionnaire, l'a lui-même reconnu. Il faut dire qu'avec plus de 60 Rafale vendus à l'étranger pour Hollande, contre zéro pour Sarkozy, il n'y a pas photo. Si la cote d'amour de Hollande était indexée sur le nombre de Rafale vendus, il n'aurait pas de problème pour être réélu en 2017.

Mais une poignée de parasites richissimes ne fait pas un pays ! L'écrasante majorité de la population est composée

de travailleurs et de leurs familles, qu'ils soient au travail, au chômage ou à la retraite. Et si l'amélioration, toute relative d'ailleurs, des chiffres de l'économie mesure quelque chose, c'est la croissance de l'exploitation, une croissance dopée par la politique du gouvernement socialiste.

Presque chaque jour en effet, le grand patronat a eu droit à une avalanche de cadeaux : sur les retraites, sur la flexibilité, les mesures concernant le crédit d'impôt compétitivité emploi, le pacte de responsabilité, le travail du dimanche, l'affaiblissement des pouvoirs des Prud'hommes ou le recul des droits syndicaux annoncé avec la loi Rebsamen. En trois ans, Hollande a fait plus pour démanteler les droits des travailleurs et pour diminuer le « coût » du travail que Sarkozy n'en a fait en cinq ans !

Et, pas gêné, Hollande envisage de remettre ça en 2017, afin, disent ses partisans, de faire barrage à la droite et à l'extrême droite. Comme si le monde du travail n'avait pas compris que la politique de droite, il en subissait déjà lourdement les effets, avec ce gouvernement socialiste !

De Hollande à Le Pen, en passant par Sarkozy et Valls, ils sont tous dans leurs starting-blocks pour briguer le fauteuil présidentiel. À deux ans de l'échéance, on est bien en mal de pronostiquer le résultat de cette course. Mais on peut déjà dire que, si le monde du travail se laissait séduire, cette fois encore, à miser dans cette loterie électorale, il en sortirait à coup sûr perdant.

Sauf à se faire entendre sur un tout autre terrain, le terrain de classe, le terrain des luttes, là où les travailleurs, collectivement, sont une force, face à leurs exploiters et aux politiciens de tout bord à leur dévotion.



Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		ENTREPRISES			
Loi sur le dialogue social	3	AP-HP : une journée réussie	13	Taïwan : les victimes de Thomson	6
Compte pénibilité	3	CHI-psychiatrique de Clermont-Fritz James	13	Turquie : la grève des métallos	12
Prime d'activité	3	SNCF – Région Nantes	14	Amazon et les impôts	12
Le Medef pour la retraite à 67 ans	4	Trains intercity	14	Irak et Syrie	16
Burn-out : le patronat ne veut pas en entendre parler	4	Autocars : pont d'or pour les transporteurs	14	Espagne : vote anti-austérité	16
Travail au noir, profits en plein jour	4	Groupe Solvay	15		
Impôts : à quelle source veut-on être mangé	5	Michelin Roanne	15	LA FÊTE	
Logement : le monde à l'envers	5			Extraits des allocutions	7, 10, 11
Mélenchon : des idées pas fraîches	5	DANS LE MONDE		Les images de la Fête	8, 9
		Mistral russe et Rafale qatari	6		
		Autriche : malversations des banques	6	AGENDA	
				Fêtes régionales	3
				30 mai au Père-Lachaise	3

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Loi sur le dialogue social : Rebsamen à l'assaut des droits des salariés

L'Assemblée nationale devait examiner à partir de mardi 26 mai le projet de loi présenté par le ministre du Travail Rebsamen, pour modifier les règles de ce que le gouvernement appelle le dialogue social. En réalité, il s'agit de réduire de façon drastique toutes les possibilités de contestation de la politique patronale. Mais, la veille, Rebsamen a déjà annoncé qu'il envisageait d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution, qui permet de faire adopter une loi sans débat.

C'est déjà ce qui s'était passé avec la loi Macron, l'autre volet du dispositif législatif répondant à la demande expresse du patronat. Pour la loi Rebsamen, c'est encore plus simple : ce sont les patrons qui ont écrit la copie, dans le cadre d'un projet d'accord il y a plusieurs mois. Il n'est resté au ministre qu'à faire un copier-coller et, comme les mauvais élèves, de rajouter par-ci par-là quelques

commentaires secondaires, pour tenter de donner à sa copie le caractère d'un original. Mais, au-delà de la nouvelle illustration de la soumission du gouvernement à la volonté des patrons, les travailleurs et les militants ouvriers peuvent s'inquiéter à raison des conséquences de cette nouvelle attaque contre les droits de contestation qui leur restent.

Il s'agit d'une attaque

multiforme, réactionnaire de bout en bout. Sur les droits généraux des salariés, la loi ouvre la possibilité de conclure des accords, sans même passer par les syndicats, sur toutes les dispositions concernant les relations de travail. En fonction du rapport de force local et du contrôle plus ou moins grand de l'employeur sur une partie des élus, les accords pourront remettre en cause tout ou partie des droits des salariés.

La représentation des salariés va être réduite à la portion congrue, puisque dans la grande majorité des établissements, ceux de moins de 300 salariés, les délégués du personnel et les élus au CHSCT (le comité d'hygiène et de sécurité) vont disparaître,



tandis que partout ailleurs il suffira d'un accord d'établissement pour arriver au même résultat. Ce sont des centaines de milliers d'élus du personnel qui risquent de disparaître dans le pays, et autant de salariés qui avaient une protection contre le licenciement dans le cadre de leur activité de défense des salariés. Partout où des travailleurs s'étaient engagés pour contester en tant que délégués l'arrogance des patrons, ces derniers pourraient ouvrir la

chasse aux militants pour les jeter à la rue s'ils le décident.

L'offensive gouvernementale contre les droits des travailleurs, pour les livrer sans protection à leurs patrons respectifs et à leurs diktats, se poursuit donc. Ce n'est ni au Parlement ni autour du tapis vert, qui semble être jusqu'ici le seul lieu de confrontation choisi par les dirigeants syndicaux, que l'on pourra faire front face à cette dégringolade.

Paul Sorel

Pénibilité : Hollande aux petits soins pour les patrons

Hollande n'en finit plus de reculer sur le « compte pénibilité ». Il s'apprête à faire voter dans la « loi sur le dialogue social » un texte exauçant les souhaits du patronat en la matière.

Le gouvernement avait fait figurer ce compte pénibilité dans sa réforme des retraites de janvier 2014. Il est censé permettre aux salariés ayant

travaillé dans des conditions difficiles de partir un tout petit peu plus tôt. En fait, il s'agissait surtout d'un argument destiné à faire accepter le recul de l'âge de départ pour tous les travailleurs.

Les patrons se sont d'emblée insurgés contre l'obligation de remplir des fiches individuelles indiquant les travaux pénibles

imposés à leurs salariés. Ils savent parfaitement tenir une telle comptabilité pour modifier les horaires et les adapter à la production mais, dès qu'il s'agit des conditions de travail, cela devient selon eux une « usine à gaz ». Avec cet argument, ils avaient déjà obtenu le report au 1^{er} janvier 2016 du compte concernant six des dix facteurs de

pénibilité, comme le bruit ou l'exposition aux agents chimiques dangereux.

Le Premier ministre Manuel Valls a annoncé mardi 26 mai qu'il renonçait aux fiches individuelles. Des valeurs forfaitaires seront fixées par les branches professionnelles, et on peut se douter qu'elles ne seront pas en faveur des salariés. Des

amendements au projet de loi sur le dialogue social ont été déposés en ce sens.

Avec Hollande, non seulement les patrons pourront continuer à imposer à leurs salariés des conditions de travail les faisant mourir prématurément, mais ils n'auront même pas à remplir un formulaire détaillé pour ça !

Daniel Mescla

Prime d'activité : un cadeau avant tout au patronat

Dans le cadre de la loi sur le dialogue social en discussion à l'Assemblée nationale depuis le mardi 26 mai, est prévue une réforme de la prime pour l'emploi et du RSA-activité, qui seraient fondus en une seule prime d'activité.

Le gouvernement présente cette réforme comme

un progrès social, une partie des jeunes qui jusque-là n'avaient pas droit au RSA pouvant en bénéficier sous conditions.

Dans les faits, la réforme est scandaleuse à plusieurs titres. D'abord, de nombreux travailleurs vont y perdre, puisque le seuil maximum de revenu pour

y avoir droit sera abaissé à 1 200 euros par mois. Ensuite, parce que le gouvernement a prévu que la réforme se ferait à enveloppe constante. Cela signifie que son montant devra être partagé entre un nombre croissant de travailleurs réduits aujourd'hui à la précarité, aux temps partiels et aux

bas salaires. Mais le cynisme du gouvernement va encore plus loin, puisqu'il a déjà prévu la mise en place de procédures complexes pour obtenir la prime. Selon ses propres calculs, seulement la moitié des travailleurs éligibles à la prime la toucheront effectivement.

Mais le scandale a encore

un autre aspect. L'État, avec l'argent public, paiera ainsi en partie à la place des employeurs, en complétant les salaires minables que ceux-ci versent désormais aux travailleurs qu'ils exploitent. Cette réforme va aider encore plus les patrons à généraliser les bas salaires.

Gilles Boti

AGENDA

Le 30 mai : vive la Commune !

Samedi 30 mai, les Amis de la Commune de Paris de 1871 appellent à manifester au Mur des fédérés, là où furent fusillés les derniers combattants de la Commune, le 28 mai 1871.

La Commune de Paris, démocratie pour le plus grand nombre et non pour

une minorité étriquée de possédants, était insupportable aux tenants de l'ordre bourgeois. Le gouvernement de Thiers, réfugié à Versailles, mit sur pied une armée pour écraser dans le sang la révolte des travailleurs parisiens.

Le programme des communards est toujours

d'actualité. Célébrer la Commune, c'est aussi affirmer, comme le dit une chanson, que « non, elle n'est pas morte » !

Rendez-vous :
samedi 30 mai à 14 h 30
entrée du cimetière du Père-Lachaise,
rue des Rondeaux, Paris 20^e,
métro Gambetta

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière Bourges

Samedi 13 juin à partir de 14 h 30
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

Marseille

Dimanche 21 juin à partir de 11 h
Parc de Valabre à Gardanne

Mulhouse

Dimanche 21 juin à partir de 11 h 30
Salle du Lerchenberg
11, rue du Cercle à Mulhouse-Dornach

Le Medef pour la retraite à 67 ans

Mercredi 27 mai s'est tenue une réunion entre les syndicats et les organisations patronales (Medef, CGPME et UPA) pour discuter des difficultés des caisses de retraite complémentaire Agirc et Arrco. Le Medef y est venu avec des propositions provocantes, avec des mesures qui sont toutes des attaques en règle contre les futurs retraités.

Ainsi le Medef demande que les retraites ne soient plus indexées sur l'inflation officielle. C'est déjà ce qui se fait depuis près de deux ans, la revalorisation ayant été inférieure d'un point à l'inflation depuis 2013. Mais il demande plus, en proposant 1,5 point de moins que l'inflation.

Autre proposition : le Medef veut que les salariés ne partent à la retraite qu'à 67 ans, cinq ans de plus que les 62 ans qui sont l'âge légal actuel depuis Sarkozy, mesure sur laquelle Hollande n'est pas revenu. Des décotes très élevées s'appliqueraient pour tous ceux qui voudraient partir plus tôt, par exemple 22 % pour

ceux qui demanderaient à partir comme aujourd'hui à 62 ans ! Des décotes temporaires encore plus élevées (40 % à 62 ans) seraient appliquées dans des cas particuliers, comme les carrières longues, la pénibilité, l'amiante, les travailleurs handicapés. Autre attaque contre les salariés, la pension de réversion des veufs et des veuves ne serait plus versée qu'à partir de 60 ans au lieu de 55 ans aujourd'hui. Avec toutes ces attaques, le Medef annonce pouvoir faire 2,3 milliards d'économies dès 2017 et 17,1 milliards d'économies en 2040 pour diminuer le déficit de l'Agirc et de l'Arrco.



Les remèdes du Medef sont simples, c'est toujours aux salariés de payer. Ils travailleront plus longtemps, pour toucher encore moins de la part des caisses complémentaires. Par contre il n'est pas question d'envisager que le patronat augmente ses cotisations,

et encore moins qu'il embauche. Car finalement, si les caisses de retraite sont en difficulté aujourd'hui, c'est tout simplement parce que le chômage entraîne de moins en moins de cotisations.

Mais le Medef n'y pense même pas. Il sait qu'il aura

du côté du gouvernement une oreille complaisante et il demande qu'on fasse encore plus les poches des salariés, tout en continuant à encaisser les milliards que Hollande et Valls lui accordent sous prétexte de favoriser la compétitivité !

Cédric Duval

Burn-out : le patronat ne veut pas en entendre parler

En marge du projet de loi sur le dialogue social, une poignée d'élus, dont l'ex-ministre Benoît Hamon, se proposent de faire reconnaître en maladie professionnelle le burn-out, l'épuisement des salariés au travail.

Selon un cabinet spécialisé, 3,2 millions de personnes sont victimes de ce stress au travail, dont les symptômes sont encore discutés par les spécialistes des maladies professionnelles. Trop de travail et de pression, absence de reconnaissance, peu de vie privée et la menace permanente du chômage : voilà ce qui conduit de très nombreux salariés à lâcher prise. Hier on aurait parlé de dépression nerveuse, aujourd'hui on parle de burn-out ou d'effondrement

professionnel.

La CGC-CFE est montée au créneau pour défendre ses adhérents qui en sont victimes. Mais, avec des millions de travailleurs concernés, le burn-out touche toutes les catégories, y compris les ouvriers, dont le corps est en outre brisé par les troubles musculo-squelettiques, eux aussi en augmentation.

À la source de ce mal, il y a évidemment l'intensification du travail qui fait qu'on en demande toujours plus aux salariés, cela

d'autant plus que le chômage a écarté de l'activité des millions de femmes et d'hommes. Partout, le patronat impose aux salariés d'en faire plus avec des effectifs réduits. Que demandent les personnels soignants, ou les enseignants en lutte contre une énième réforme, ou les ouvriers face aux restructurations à répétition ? De l'embauche ! Mais le patronat, lui, fait la sourde oreille.

Des élus socialistes essayent ici de manifester leur différence avec le gouvernement, pour tenter d'échapper demain au couperet électoral. Ils ne nient pas que l'organisation du travail est en cause, mais leur objectif est plus modeste : faire qu'un peu

plus de salariés soient reconnus en maladie professionnelle. Pour un salarié qui en a été victime, faire reconnaître le burn-out relève du parcours du combattant tant les critères sont restrictifs. Le plus difficile étant de faire admettre que la cause est le travail et rien d'autre. 239 salariés seulement ont pu faire reconnaître leur maladie.

Les critères étroits de la branche maladie de la Sécurité sociale ne sont pas seuls en cause : le patronat ne veut pas entendre parler de reconnaissance du burn-out. Il est dans le même état d'esprit que face à la loi sur la pénibilité, dont il vient d'obtenir qu'elle soit retoquée en sa

faveur. Sans parler de ceux qui veulent jeter à la poubelle le Code du travail.

Le patronat risque d'autant moins d'y céder qu'il y a aussi un enjeu financier. En cas de reconnaissance du burn-out, la charge financière pèserait non plus sur la branche maladie, mais sur l'employeur. C'est un enjeu de plus de quatre milliards d'euros. Les élus partisans de la reconnaissance du burn-out disent qu'elle obligerait les employeurs à respecter plus les salariés, mais c'est sans doute l'inverse : pour qu'ils reconnaissent le burn-out, voire en suppriment les causes, il faudra d'abord les obliger à respecter les salariés.

Jacques Fontenoy

Travail au noir, profits en plein jour

L'Urssaf vient d'annoncer le bilan annuel de sa chasse au travail dissimulé et aux cotisations sociales non payées. Année après année, ce bilan ne cesse de croître. Près de 400 millions d'euros ont été réclamés à des entreprises fraudueuses en 2014, dix fois plus qu'il y a dix ans.

Si le travail au noir augmente, il n'a pas nécessairement été multiplié par dix en dix ans. C'est surtout la chasse aux fraudeurs qui s'est intensifiée. L'État et la Sécurité sociale sont endettés jusqu'au cou et cherchent donc de plus en

plus âprement à récupérer l'argent qui leur est dû.

L'Urssaf déclare que les entreprises les plus épinglées sont celles du bâtiment et du gardiennage. Il est certain que dans nombre d'entreprises de ces secteurs, ou encore

du nettoyage ou du commerce, le travail au noir n'est pas rare. Mais l'Urssaf trouve surtout là où elle cherche : contrôler le petit patron qui triche est une chose, s'attaquer aux grands groupes industriels en est une autre. Et puis les grands groupes industriels, eux, n'ont même pas besoin de tricher, car une énorme partie du déficit des caisses publiques découle justement des allègements de cotisations dont

ils sont bénéficiaires.

Ces grands groupes sont aussi indirectement les réels profiteurs des arnaques à l'Urssaf des petits patrons. Car ces derniers sont bien souvent leurs sous-traitants. Et, en tirant les contrats de sous-traitance au plus bas, les donneurs d'ordres savent très bien qu'il y aura inévitablement des cotisations sociales non payées, du travail effectué non payé, des normes de sécurité non

respectées, des horaires de travail déments,...

Le développement du travail au noir revient à baisser les salaires des travailleurs, car les cotisations qui doivent financer la Sécurité sociale sont du salaire différé. Et, même si l'Urssaf parvient à récupérer une part des cotisations qui lui sont dues, cela n'empêchera pas le patronat de continuer à y recourir.

Pierre Royan

Impôts : à quelle source veut-on être mangé ?

À l'approche de leur congrès et en vue des échéances électorales, les responsables du PS doivent trouver quelque chose de plus vendeur que le simple soutien à la politique du gouvernement. Pour ce faire, ils remettent sur le métier le débat sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. En attendant de diminuer une fois de plus les impôts des capitalistes, les politiciens peuvent toujours débattre de la façon de faire payer les travailleurs.

Avec ce mode de paiement, l'impôt serait pris chaque mois sur le salaire, collecté par l'employeur ou par le banquier. Patrons et banquiers en sauraient ainsi encore un peu plus sur les finances des travailleurs, aussi maigres soient-elles, et sur leur vie privée, leur situation familiale, etc. Les simples contribuables auraient sans doute encore plus de mal à trouver des arrangements avec le fisc en cas de difficulté. Aucune réforme fiscale ne prévoit, à l'inverse, que

les travailleurs et la population puissent connaître les avoirs des capitalistes et des financiers, ni l'usage qu'ils en font, et pas même le montant de l'impôt qu'ils acquittent. Pourtant la question posée est bien celle-là : qui paye l'impôt et à quoi sert-il ? À la source ou autrement, ce sont les travailleurs qui payent la quasi-totalité de l'impôt. L'impôt sur le revenu, payé par la moitié la moins pauvre de la population, si douloureux soit-il pour les salariés modestes, n'en est qu'une toute petite partie. Les taxes sur la consommation, la TVA, la taxe sur les

carburants, etc. constituent 60 % des impôts perçus. Salariés ou chômeurs, retraités ou pensionnés, collégiens ou têtes grises payent un impôt de 5,5, 10 ou 20 % sur chaque dépense. Les grandes entreprises, elles, ne payent en moyenne que 8 % d'impôt sur les bénéfices et récupèrent ou répercutent tout le reste. Car les capitalistes, y compris les petits patrons, peuvent toujours faire payer impôts et taxes par leurs clients en jouant sur les prix, alors que ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre ne peuvent les transférer sur personne. N'ayant aucun contrôle

sur la perception des impôts, la classe travailleuse n'a également aucun droit de regard sur leur utilisation. Elle ne peut que constater le fait que la part de l'argent public consacrée aux besoins sociaux diminue, alors qu'augmente celle dévolue à conforter les profits des capitalistes. Politiciens, économistes et commentateurs prétendent chercher, de bonne foi ou non, la façon la plus juste de faire payer par les travailleurs les frais de fonctionnement de la société capitaliste, c'est-à-dire de leur propre exploitation. **Paul Galois**

Logement : le monde à l'envers

Il y a des dizaines de milliers de sans-abri et des millions de mal-logés. Selon la fondation Abbé-Pierre, pour résoudre ce problème il faudrait construire au moins 500 000 logements neufs par an, qui devraient correspondre à la demande, d'un point de vue géographique et social. Mais la réalité est à l'opposé. Ainsi, l'organisme HLM Polylogis a proposé à près de 8 000 locataires d'Ile-de-France âgés de plus de 58 ans d'aller vivre en province, pour libérer des logements en région parisienne. Où ces personnes iront-elles en province ? Là où elles souhaiteraient aller ? Non, ce qui leur est proposé c'est d'aller là où la crise a désindustrialisé des régions entières et où il y a du coup des logements vacants. Ou encore là où les dispositifs d'allègements fiscaux ont créé très localement un certain excès. Tout cela sera au volontariat, dit l'organisme. Mais on peut se demander jusqu'où pourrait aller la pression sur des locataires âgés. Bien trop peu de logements sont construits. Mais en plus, ils ne sont construits que là où cela rapporte le plus aux bétonneurs et aux bailleurs, et non pas là où les besoins sont importants. Ensuite, c'est aux organismes HLM de se débrouiller pour convaincre leurs locataires d'aller loger ailleurs. C'est cela, la merveilleuse loi du marché ? **P.R.**



Le hareng de Mélenchon : des idées pas fraîches

« L'Allemagne est, de nouveau, un danger. Le modèle est, une fois de plus, un recul pour notre civilisation. » « Dans la vie des nations, c'est souvent sur les vieilles cicatrices que s'ouvrent les nouvelles plaies. » « Périssent l'Allemagne, son "modèle" et ses grosses bagnoles. » Ces citations ne datent pas de 1914, elles sont extraites du dernier livre de Mélenchon : *Le Hareng de Bismarck – Le poison allemand*.

Les problèmes environnementaux ; la guerre en Ukraine ; la baisse des salaires et la montée du chômage dans toute l'Europe ; la mise en coupe réglée de la Grèce : à lire Mélenchon, la responsable de tout cela et de bien d'autres choses serait « l'Allemagne ». « La France » (« nous », écrit-il) ferait déjà partie des victimes de l'Allemagne sur les terrains économique et social, et la menace serait

aussi militaire : « L'histoire a montré combien notre voisin mérite de précautions. Il nous a en effet envahis trois fois en moins d'un siècle » et « l'impérialisme allemand est de retour ». Lorsqu'il n'invoque pas « ce pays malade à mort de l'esprit de système le plus étrié et le plus méprisant du bon sens commun », Mélenchon a même une explication sociale : les retraités allemands qui ont souscrit

des retraites par capitalisation. Les dirigeants allemands, au service de ces derniers paraît-il, seraient devenus « les comptables de la plus grande maison de retraite du monde » et « les maîtres de la civilisation européenne » qu'ils organiseraient « au profit des vieillards allemands ». Quelles perspectives propose-t-il donc ? Pas les mobilisations populaires, puisque, la seule fois où il en est question, c'est pour signaler que l'auteur « doute que cela ébranle les certitudes des faces de pierre qui décident là-bas ». Mais, pour Mélenchon, être français, même pour un politicien de droite, « c'est déjà un programme en soi ». Il pare « le système du régime

républicain français » de vertus protectrices pour les droits sociaux et démocratiques. La politique menée par les dirigeants français serait due à leur faiblesse et à l'influence du « modèle allemand ». Il faudrait donc « qu'un gouvernement français décide de rompre avec la soumission actuelle ». Ce livre est un ramassis d'inepties chauvines, risibles lorsque l'auteur défend « les merveilles œnologiques françaises », et nauséabondes quand il adopte un ton guerrier. Présenter la France comme un pays dominé au même titre que la Grèce, alors que la bourgeoisie et les grands patrons français ont en Europe un rôle dominant aux côtés de leurs homologues

allemands, cela est non seulement ridicule, c'est une façon d'exonérer les capitalistes et leurs valets au gouvernement de leur responsabilité dans l'austérité imposée aux classes populaires de tout le continent. En France, en Allemagne, en Grèce, les travailleurs ont les mêmes problèmes, les mêmes intérêts et le même ennemi : la classe capitaliste. Mais Mélenchon préfère parler de nations que de classes sociales, et spéculer sur les vieux ressentiments antiallemands qu'il suppose exister chez beaucoup. Il sème une confusion qui servira peut-être ses intérêts de politicien, mais certainement pas ceux des travailleurs. **Nicolas Carl**

Mistral russe et Rafale qatari : la diplomatie des marchands de canons

Avant la série de ventes d'armes réalisée par Hollande au Moyen-Orient et en Inde, la France avait déjà un gros contrat en cours : deux BPC Mistral, des navires de guerre, pour la Russie, contrat signé en 2011 pour un montant total de 1,2 milliard d'euros. Les navires en question, dont trois exemplaires sont déjà en service dans la marine nationale, sont conçus par DCNS et réalisés par STX, à Saint-Nazaire.

Mais, alors que les bateaux étaient en construction et que la Russie avait déjà payé 800 millions d'euros, le vendeur et l'acheteur se sont opposés dans la question ukrainienne. Hollande, suivant les banques et les multinationales françaises et allemandes, tente d'attirer l'Ukraine dans l'orbite européenne. Poutine tient à la conserver dans la zone d'influence russe. Chacun se battant par milices interposées, faisant fond sur des nationalismes opposés, armant et finançant ses champions, l'Ukraine est plongée dans

une situation de guerre civile, larvée ou ouverte suivant les moments et les régions. Dans ces circonstances, la vente de navires de guerre par la France à la Russie faisait tache, d'autant qu'une partie de la question se cristallise autour de la Crimée, du port militaire de Sébastopol et de la marine de guerre russe. Malgré les sommes en jeu, malgré l'attrait des ventes d'armes, Hollande a donc suspendu à contrecœur la livraison des Mistral. Ce revirement commercial et diplomatique a été assorti de déclarations

d'une haute tenue morale sur les valeurs démocratiques, que Poutine ne respecterait pas, sur la violence, qu'il conviendrait de ne pas employer dans les rapports entre peuples, et autres discours. Dans le même temps la France vendait des armes au Qatar, monarchie qui finance des milices islamistes et à l'Égypte, dictature militaire qui emprisonne les opposants quand elle ne les assassine pas. Le délai de livraison ayant expiré, la vente est désormais annulée et la Russie doit être remboursée. La discussion en cours porte sur le montant du

remboursement et sur le devenir des deux bâtiments. *Le Figaro*, journal de Dassault, bien informé des choses militaires puisque celui-ci est le principal marchand de canons français, évoque une destruction pure et simple, moins coûteuse qu'une transformation pour un nouveau client. Le BPC justifierait ainsi son nom, Bon Pour la Casse, et deviendrait le premier bateau de guerre à partir par le fond pour le profit, certes, mais au moins sans avoir fait de victimes. À part bien sûr le contribuable. **Paul Galois**

Autriche : la population payera pour les malversations des banques

À partir des années 1990, toutes les banques autrichiennes ont mené une politique d'expansion effrénée en Europe du Sud et de l'Est, attirées par la perspective de profits rapides. Tant que tout allait bien, cela a procuré des profits substantiels, mais avec la crise financière de 2008 les problèmes se sont multipliés. Aujourd'hui les banques autrichiennes enregistrent des pertes cumulées de l'ordre de 44 milliards d'euros. Et deux d'entre elles, le Kommunalkredit et la Hypo Alpe Adria (HAA) sont en situation de quasi-faillite.

Le cas le plus significatif est celui de cette dernière, une banque régionale du sud de l'Autriche. HAA appartenait au Land de Carinthie, dont Jörg Haider, un politicien d'extrême-droite, mort en 2008, était à l'époque le ministre-président. En 2007, Haider avait vendu HAA à une banque bavaroise, la Bayern LB, déclarant que la Carinthie allait ainsi devenir riche. Il avait passé sous silence le fait que la garantie du Land restait engagée et qu'il avait négocié d'énormes pots-de-vin pour son profit personnel et celui de son parti. Mais rapidement les affaires se sont révélées véreuses. Au fil du temps, beaucoup de choses ont été rendues publiques sur les

méthodes de la banque : comptes dissimulés, soupçons de blanchiment d'argent, falsification de bilan, corruption à grande échelle, spéculation hasardeuse dans les Balkans, opérations financières dissimulées au Liechtenstein, investissements immobiliers douteux en Croatie, etc. Ce sont sans doute les pratiques de bien des banques, mais pour une fois elles ont été largement étalées sur la place publique, montrant en direct la folie du monde bancaire et la pourriture du monde politique. Il faut ajouter que la commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur cette affaire semble bien impuissante, les autorités bancaires refusant de

lui communiquer certains documents et « noircissant » ceux qu'elles communiquent, afin que les éléments et les noms intéressants ne puissent pas apparaître. La HAA a été nationalisée en urgence en 2009 pour éviter une faillite, dont les milieux financiers ne voulaient surtout pas, car elle aurait terni le « crédit international » du pays auprès des investisseurs. Cela revenait évidemment à nationaliser les pertes... et à faire payer le contribuable pour combler le trou et liquider l'affaire. Du coup c'est la Carinthie, qui est aujourd'hui en quasi-faillite, avec des conséquences sur les services publics comme les embauches gelées, et

le manque de fonds pour faire fonctionner écoles et hôpitaux... L'État fédéral a dû s'engager et au total la faillite de la Hypo Alpe Adria devrait coûter au contribuable autrichien environ 20 milliards d'euros. La facture est chère pour une seule banque régionale d'un petit Land de 500 000 habitants ; elle représente 50 % des dépenses annuelles de santé de toute l'Autriche. C'est ainsi la population laborieuse, sur le plan national comme régional, qui paye pour les malversations des banques...et pour que celles-ci puissent continuer à nuire, quitte à provoquer un prochain krach. **Henri Marnier**

Taiwan : les travailleuses victimes de Thomson n'ont pas baissé les bras

À Taiwan, près de 1 500 cas de cancers, dont plus de 200 ayant entraîné des décès, ont été recensés parmi 80 000 ouvrières qui ont produit des téléviseurs entre 1971 et 1992. C'est seulement le 17 avril dernier que la société française Technicolor, ancienne Thomson Multimédia, propriétaire de trois usines pendant six ans, a été condamnée à verser 16,8 millions d'euros à une partie des ouvrières qui avaient, à l'époque, manipulé du trichloréthylène et autres solvants cancérigènes.

En 1986, Thomson avait racheté, à Taiwan, trois usines de téléviseurs créées par le fabricant américain RCA, avant de les fermer six ans plus tard et de revendre les sites en gardant secrète l'enquête interne établissant une

grave contamination des sols et des nappes phréatiques. Mais les révélations d'un ancien cadre donnèrent lieu à une enquête officielle qui conclut en 1998 que l'un des sites était « irrémédiablement pollué ».

Il ne fut pas question alors de s'inquiéter des conséquences sur la santé des ouvrières qui avaient manipulé les solvants responsables de la pollution des sols ! Or, elles s'en servaient quotidiennement à mains nues dans l'assemblage des cartes de circuits imprimés et en respiraient les émanations sans presque aucune ventilation. Celles qui étaient hébergées en dortoirs consommaient l'eau fortement polluée et s'en servaient pour laver leurs vêtements. Organisées en une association d'entraide, elles obtinrent, au bout de quatre ans, la création d'une commission

interministérielle censée faire le recensement des malades et une évaluation des risques pour les travailleuses et pour les habitants à proximité des sites. Mais cette commission dédouana les sociétés qui s'étaient succédé sur le site, RCA, General Electric puis Thomson. Les ouvrières s'adressèrent alors à des avocats mais il leur fallut attendre 2004 pour que s'ouvre un procès avec deux cents plaignantes, qui fut renvoyé pour des questions de forme de tribunal en tribunal durant deux années, pendant lesquelles près d'un quart des plaignantes moururent. Le noyau

restant reprit le combat et parvint même à mobiliser d'autres anciennes ouvrières. Leurs témoignages ne furent pas retenus tels quels par le tribunal, les magistrats faisant des résumés à leur sauce. Cependant sous le titre « *Les voix qui refusent d'être oubliées* », des enregistrements des témoignages furent rendus public. Cette condamnation de Thomson est loin de donner satisfaction matérielle à toutes les ouvrières et ne leur rendra pas la santé qui leur a été volée. Mais elle est donc le résultat d'une longue lutte opiniâtre, et finalement victorieuse. **Jean Sanday**

Sous le signe de l'internationalisme

La Fête de Lutte Ouvrière des 23, 24 et 25 mai a été un succès, renforcé par la présence du soleil notamment durant la journée du dimanche. Comme les autres années, ce fut pour ses milliers de participants l'occasion de se distraire, mais aussi de se cultiver, d'échanger des idées, de vivre des moments de fraternité entre femmes et hommes partageant la même révolte et la même envie de changer le monde. Cette Fête a été aussi l'occasion de réaffirmer nos idées internationalistes, la nécessité pour la classe ouvrière de renouer avec cet idéal, dans une période où se propage le poison des idées racistes et xénophobes qui la divisent et l'affaiblissent. Comme chaque année, des camarades venant d'autres pays, situés parfois sur d'autres continents, étaient présents à la Fête, notamment ceux qui font partie de notre courant international, car elle n'est pas seulement celle de Lutte Ouvrière mais de l'UCI, Union Communiste Internationaliste, que nous constituons ensemble. D'autres groupes étaient présents également, dont un certain nombre de divergences nous séparent, notamment sur la façon de construire le parti communiste révolutionnaire dans les pays où militent les uns et les autres, mais avec qui nous avons cette perspective en commun. Cette fête a montré cette année encore que le courant communiste révolutionnaire est bien vivant. Nous publions ci-après des extraits des deux interventions de notre camarade Nathalie Arthaud au cours de cette fête.



Nathalie Arthaud, dimanche 24 mai

Renouer avec les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière

(...) Le gouvernement ne se contente pas de fouler aux pieds les intérêts matériels des travailleurs et des chômeurs, il les déboussole et les désarme politiquement.

Le gouvernement Hollande a une responsabilité écrasante dans la droitisation de la société, dans le retour des préjugés contre les étrangers, les pauvres, les prétendus assistés. Il est le premier responsable de la progression du Front national.

Alors, quand il veut se faire passer pour le rempart contre le FN, il ne faut pas se faire piéger.

Cela s'appelle du chantage. Non, ce n'est pas en s'alignant derrière une politique qui fabrique le FN qu'on pourra le combattre.

Ce n'est pas la division de la gauche qui fait le lit du FN, c'est la trahison des idéaux de gauche par le PS, car le Parti socialiste ne fait pas que se discréditer en tant que parti, il contribue à démolir l'idéal porté par des générations d'exploités.

Cette trahison ne date pas d'hier. Depuis un siècle, le PS s'est vendu corps et âme à la bourgeoisie. Le Parti communiste s'est développé à ses origines en reprenant à son compte les valeurs du mouvement ouvrier, que le PS avait reniées ; mais le PC, devenu stalinien, les a reniées à son tour, pour finir, au travers de l'Union de la gauche, par ressusciter le PS, quand ce

dernier avait perdu l'essentiel de son influence dans la classe ouvrière.

Il faut que renaisse un courant dans la classe ouvrière qui reprenne à son compte les idéaux qui étaient ceux des fondateurs du Parti socialiste et du Parti communiste, les perspectives de la révolution sociale. (...)

Le FN, un danger mortel pour les travailleurs

Depuis plusieurs années, le FN capte une partie importante des déçus de la politique, qu'ils viennent de droite ou de gauche. Avec son discours contre les étrangers, Marine Le Pen touche tous ceux qui, dans la classe ouvrière, sont trop résignés pour envisager autre chose qu'un repli sur soi.

Elle se sert de la réalité de la crise, du fait qu'il faut se battre pour tout, pour trouver un emploi, un logement ou une place en crèche, pour répéter sur tous les tons « *qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* ».

Mais Marine Le Pen est bien placée pour savoir qu'en France ce n'est pas la misère pour tout le monde. Cette bourgeoise de Saint-Cloud, qui connaît parfaitement le monde des riches, ses frasques, ses comptes en Suisse et les secrets de l'exploitation, se moque de la misère du monde.

Elle ne propose pas de combattre la pauvreté, elle prône la guerre entre pauvres ! À l'entendre, le chômage, les bas salaires, les déficits des caisses de Sécurité sociale, tout est de la faute des immigrés, rien du patronat, rien du grand capital qui domine l'économie. Comme si c'étaient les travailleurs immigrés qui décidaient de licencier ou de fixer les salaires au plus bas !

La politique de « préférence nationale » du FN est pain béni pour le patronat, qui rêve d'avoir à disposition une main-d'œuvre sans droits et sous-payée, qu'il pourrait mettre en concurrence avec les autres travailleurs. Alors, si le discours du FN est tourné contre les immigrés, sa politique est contraire aux intérêts de tous les travailleurs. C'est une politique autoritaire et antiouvrière pire encore que celles menées l'UMP et le PS. (...)

Le FN est un danger pour les travailleurs. Son influence s'appuie sur la résignation de la classe ouvrière. Mais cette résignation aura une fin. Et lorsque l'abattement aura laissé place à la colère et à l'envie d'agir, il faut qu'il y ait des militants pour que cette combativité ne soit pas dévoyée et qu'elle s'oriente contre les véritables responsables de la situation. (...)

Le FN n'est pas le seul à faire sa tambouille avec

le fumier raciste et xénophobe. Il y a aussi l'UMP. En rebaptisant l'UMP Les Républicains, Sarkozy tente une opération de blanchiment et veut en même temps nous refaire le coup de l'identité nationale.

Entre le député Eric Ciotti qui réclame le retour du « droit du sang », le maire de Nice, Estrosi, qui parle de cinquième colonne islamiste, et Sarkozy qui s'oppose aux menus de substitution dans les écoles, les choses sont on ne peut plus claires. En prévision des régionales, l'UMP chasse en meute sur les terres du FN.

Au lendemain des attentats de janvier contre *Charlie Hebdo* et le supermarché Hyper-casher, toute la classe politique parlait de tolérance. « Il ne fallait pas avoir peur » et « ne pas tomber dans la provocation communautariste tendue par les terroristes ». Aujourd'hui, les dirigeants du FN et de l'UMP rivalisent d'attaques contre les immigrés et d'amalgames contre les musulmans.

Ils utilisent la laïcité, c'est-à-dire un principe progressiste selon lequel la religion n'a pas à régenter la vie sociale, pour flatter les préjugés xénophobes, pour diviser les travailleurs et exclure. Car leur laïcité est toujours tournée contre les musulmans !

En usant de la terreur, les fondamentalistes cherchent à creuser un fossé de haine et

d'incompréhension au sein de la population, à souder autour d'eux ceux qu'ils estiment être leur communauté. L'UMP et le FN font de même en agitant l'identité nationale.

Les partis bourgeois qui dominent ici, et les intégristes qui veulent se tailler un fief au Moyen-Orient, représentent deux régimes différents, mais deux formes d'oppression pour les travailleurs. Ils voudraient nous amener à rejoindre leur camp en raison de notre origine, de notre nationalité ou de notre confession.

Eh bien il faut affirmer que notre camp, c'est celui de la classe ouvrière internationale.

Un aspect essentiel de notre vie et de notre identité, c'est que nous sommes des travailleurs, des manutentionnaires, des employés, des gardiens, des aides-soignantes ou des caissières. Au-delà de nos différences, nous partageons les fins de mois difficiles, les pressions des chefs et la menace du chômage. Face aux patrons, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes revendications. Nous formons une classe sociale qui doit se battre unie.

Il n'y a pas la classe ouvrière de France d'un côté, et les immigrés de l'autre. La classe ouvrière forme

Suite page 10

La Fête en images



suite de la page 7

un tout. Elle est composée pour une grande part d'enfants ou de petits-enfants d'immigrés espagnols, italiens, portugais, polonais, algériens, marocains, sénégalais, ivoiriens... Et c'est sans parler de ceux qui ont été faits français sans avoir rien demandé, comme les travailleurs venus de Guadeloupe, de la Martinique ou de La Réunion.

Alors, se laisser diviser, se laisser morceler nationalité par nationalité, religion par religion, couleur de peau par couleur de peau, c'est disparaître en tant que classe, en tant que force sociale et politique. C'est se vouer à subir la domination patronale !

Alors, ne nous laissons pas diviser, occupons-nous de nos intérêts de classe, mettons en avant nos exigences et nous avancerons sur le chemin d'une société tout simplement humaine.

La mobilisation de la classe ouvrière pour ses intérêts collectifs, une nécessité contre l'offensive patronale.

Il n'y a rien à attendre des recherches diverses et variées pour recombinaison la gauche et la transformer en vraie gauche ou en gauche de la gauche. Rien à attendre des ex-ministres du gouvernement, frondeurs ou pas, et de leurs amis politiques qui pensent favoriser leur carrière en se démarquant de Hollande maintenant qu'il est déconsidéré.

Rien à attendre non plus des écologistes, également ex et futurs ministres, source inépuisable de combinaisons politiciennes, y compris avec la majorité gouvernementale. (...)

Seuls des femmes et des hommes qui ne craignent pas d'aller jusqu'à contester le pouvoir de la bourgeoisie et remettre en cause les lois sacro-saintes de la propriété privée peuvent

mener ce combat.

Alors, le pire serait de sacrifier cette politique de classe sur l'autel d'une alliance éphémère avec des formations politiques et des hommes dont nous savons qu'ils ne sont pas dans le camp des travailleurs et qu'ils trahiront inévitablement. Ce n'est pas de promesses et d'illusions électoralistes que la classe ouvrière a besoin, mais de lucidité pour retrouver conscience de ses intérêts et confiance en ses propres forces.

Plus on se rapprochera de l'élection présidentielle de 2017, plus les partis nous berceront d'illusions électoralistes. (...)

Le seul débouché politique pour les travailleurs sera la création d'un parti qui se situe sur le terrain de ses intérêts matériels et politiques, et qui soit capable de proposer aux travailleurs une politique de classe et révolutionnaire.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

Le combat des travailleurs est difficile. Il l'a toujours été, parce que c'est un combat inégal. (...) Face à la bourgeoisie, les exploités n'ont que leurs mains, leur tête et leur volonté.

Mais avec cela ils ont démontré qu'ils pouvaient faire de grandes choses. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » n'est pas qu'une belle idée inventée par Karl Marx. C'est une politique que des millions d'opprimés ont mise en pratique.

Les travailleurs ont porté toutes les luttes émancipatrices du 20^e siècle. Le glas de la colonisation a sonné quand les peuples algérien, indochinois se sont insurgés et ont pris les armes pendant des années. La lutte contre la ségrégation et les discriminations



raciales aux États-Unis ne se résume pas à Martin Luther King ou Malcom X, elle fut le fruit de la révolte et de la mobilisation des Noirs américains pendant deux décennies. L'apartheid en Afrique du Sud n'a été aboli que du fait d'une résistance tenace ponctuée de soulèvements des ghettos noirs.

Les travailleurs se sont aussi battus sous leur drapeau de classe.

En France, en 1870, alors que l'armée de Napoléon III était en déroute, les Parisiens ont renversé le régime puis ont instauré leur propre pouvoir, la Commune, qui vécut 72 jours. Des gouvernements, la France en a connu des dizaines, la Commune de Paris fut le seul et unique à prendre systématiquement parti pour les pauvres contre les riches, pour les locataires contre les propriétaires, pour les exploités contre les exploités.

En Russie, en 1917, pour ne plus servir de chair à canon, les paysans et les ouvriers renversèrent le tsar et mirent en place un régime qui fit la paix, distribua les terres aux paysans et libéra les peuples opprimés de l'Empire russe. La dictature stalinienne s'est imposée par la suite, mais cela n'enlève rien à ce que

les travailleurs ont réalisé par eux-mêmes.

En Espagne, en 1936, le prolétariat et la paysannerie se sont soulevés contre le coup d'État de Franco, pour se libérer de l'oppression des propriétaires fonciers. Pendant que les prétendues démocraties s'accommodaient du renforcement du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie, les travailleurs espagnols en lutte furent le seul espoir de faire barrage au fascisme. (...)

Aucune de ces luttes n'a permis aux exploités de se libérer de l'exploitation, mais à chaque fois les travailleurs sont repartis au combat. Et ils repartiront jusqu'à ce qu'ils brisent définitivement leurs chaînes.

Faire revivre la conscience de classe parmi les travailleurs

Aujourd'hui, comme hier, c'est avant tout dans les têtes que cela se passe. Et le combat que nous avons à mener commence dans les consciences. (...)

Aujourd'hui la classe ouvrière est émiettée, dispersée, divisée, déboussolée, elle est soumise à la propagande des différents partis bourgeois. Il faut en prendre le contre-pied.

Même si, à notre petite échelle, nous ne pouvons contribuer à faire vivre ou conforter cette conscience de classe ne serait-ce que dans une petite fraction de la classe ouvrière, il faut le faire. C'est cette conscience qui peut, dans une période de renouveau des luttes, transformer les travailleurs isolés en une classe sociale agissante et en une force politique capable de peser. (...)

Pour que la révolte se transforme en révolution, il faut des femmes et des hommes qui soient conscients des tâches à accomplir, il faut un parti communiste révolutionnaire.

On l'a vu dans le passé, les travailleurs ne fuient pas les grands combats. Eh bien il faut un parti à la hauteur de la classe ouvrière. Un parti qui se construise sur des convictions solides. Un parti qui affirme le rôle indispensable de la classe ouvrière dans la société et sa capacité à la transformer.

Un parti qui continue d'affirmer fièrement, comme les révolutionnaires qui l'ont précédé, sa confiance dans les capacités de la classe ouvrière à nous débarrasser de ce système pour bâtir une société meilleure.

Nathalie Arthaud, lundi 25 mai

Réimplanter les idées internationalistes

(...) L'évolution même du capitalisme, sa mondialisation croissante, fait que le brassage dont résulte le prolétariat se déroule aujourd'hui à une échelle encore plus grande qu'au temps de Marx ou de la I^e Internationale.

Le prolétariat d'aujourd'hui est composé,

ici en France comme aux États-Unis, en Angleterre ou dans les pays les plus industrialisés, d'hommes et de femmes venus de tous les continents. Des milliers de femmes et d'hommes sont chassés de leurs lieux d'origine par la misère et la faim, ou par les guerres et des régimes d'oppression.

Ces femmes et ces hommes qui, au prix d'efforts désespérés et si souvent mortels, essaient d'atteindre les pays plus développés où ils espèrent trouver du travail, sont l'illustration sans cesse renouvelée de cette expression du Manifeste communiste : « Les prolétaires n'ont pas de

patrie. » (...)

C'est le capitalisme lui-même, les inégalités et les oppressions qu'il engendre sans cesse, qui font que les travailleurs n'ont pas, ne peuvent pas avoir d'autre patrie que là où ils trouvent du travail.

Oui, quand Marx écrivait « les prolétaires n'ont

pas de patrie », c'était déjà le constat d'une réalité. Elle est toujours d'actualité pour un nombre incomparablement plus grand de pauvres, d'opprimés, contraints d'aller de pays en pays pour trouver de quoi survivre.

On ne peut qu'être révolté devant les images de

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

ces femmes, ces enfants, ces hommes qui se noient en Méditerranée en tentant de fuir leurs pays, et devant les trafiquants d'êtres humains qui font du profit sur le désespoir. Mais infiniment plus écœurante est l'organisation sociale qui conduit à cela, alors pourtant qu'elle regorge de richesses accaparées par une minorité de privilégiés.

Les gouvernants peuvent surélever les murs, renforcer les barbelés, multiplier les patrouilles en mer et sur terre, ériger l'Europe en forteresse, ils n'arrêteront pas ces migrations.

D'ailleurs, la bourgeoisie le veut-elle vraiment ? Ces migrants devenus des sans-papiers lui fournissent une main-d'œuvre bon marché, aussi dépourvue de droits que l'était le prolétariat au début du capitalisme. La boucle est bouclée : la mainmise impérialiste, qui appauvrit les pays sous-développés, contraint leurs forces vives à partir pour devenir de la chair à exploiter dans les citadelles de l'impérialisme.

Aussi inhumains que soient les moyens de ce trafic qui nourrit l'esclavage moderne, l'esclavage salarial, disons-nous bien que le système capitaliste est en train de fabriquer le prolétariat d'aujourd'hui et de demain.

Et tous ceux qui présentent ce mouvement migratoire, ce brassage des hommes et des peuples, comme une menace pour les travailleurs d'ici sont nos pires ennemis. Le problème ne vient certainement pas de ces futurs prolétaires, mais du fait qu'il n'y a pas un mouvement ouvrier vivant, capable d'accueillir ces nouveaux arrivants et de les associer dans les combats quotidiens.

Le problème est qu'il n'y a pas de partis communistes révolutionnaires, qu'il n'y a pas d'internationale révolutionnaire pour les intégrer dans le combat de la classe ouvrière pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie !

Ceux que les guerres, les oppressions ou la pauvreté chassent de leur pays peuvent avoir été des paysans, voire des petits bourgeois : s'ils parviennent à pénétrer dans les citadelles impérialistes, ils seront pour la plupart transformés en prolétaires, nos futurs frères d'armes.

Des frères d'armes avec qui nous aurons à mener nos combats pour nous défendre contre l'exploitation et avec qui, je l'espère, nous vaincrons la bourgeoisie

pour mettre fin à la dictature du grand capital et à l'exploitation.

La barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme

Personne ne peut rester insensible face aux attentats terroristes, aux décapitations, aux enlèvements et à la mise en esclavage des femmes, ou encore face aux actes d'épuration ethnique et religieuse commis par des bandes armées du type Daesh ou Boko Haram.

Mais la barbarie de ces bandes armées, qui profitent de la décomposition de nombre d'États en Afrique ou au Moyen-Orient pour imposer leur dictature à leurs peuples, ne fait pas des puissances impérialistes et de leurs armées les défenseurs des opprimés. (...)

Comme al-Qaïda, les milices en Libye et les bandes djihadistes de Daesh qui terrorisent une partie du Moyen-Orient sont les fruits directs ou indirects de la politique impérialiste, le fruit des frustrations, des sentiments d'injustice, de révolte contre la domination des pays riches.

La barbarie des terroristes et la barbarie imposée par la politique de domination économique et militaire de la bourgeoisie impérialiste sont les deux bouts d'un même bâton. L'une alimente l'autre et pour combattre l'une, il faut combattre l'autre.

(...) Les troupes françaises mènent aujourd'hui la guerre au Mali et en Centrafrique et participent aux bombardements en Irak. Elles préservent des positions pour intervenir dans d'autres pays d'Afrique où elles maintiennent des bases militaires.

(...) Les travailleurs n'ont certainement pas à soutenir la politique guerrière du gouvernement. Ils n'ont pas à se réjouir de la vente d'engins de destruction et de mort à des dictateurs qui s'en serviront contre leurs propres peuples.

Les travailleurs n'ont pas, non plus, à se joindre aux manifestations d'unanimité nationale, même lorsqu'elles ont pour prétexte la lutte contre le terrorisme. Quelle que soit la cause qui sert de prétexte aux hommes politiques pour en appeler à l'unité nationale, c'est toujours pour mettre les classes populaires à la remorque de la grande bourgeoisie.

La classe ouvrière n'est pas en situation aujourd'hui d'empêcher les guerres de brigandage que les dirigeants prétendent



mener en son nom. Mais son intérêt politique est de les dénoncer. Nos exploiters ne deviennent pas nos amis lorsqu'ils envoient des troupes pour assurer le pillage de leurs ex-colonies.

Alors, à bas les interventions françaises et troupes françaises hors d'Afrique !

Le capitalisme c'est la guerre...

La lutte contre le terrorisme n'a cependant pas complètement remplacé la lutte entre les deux blocs qui a marqué les relations internationales durant plusieurs décennies. La dislocation de l'ancien bloc soviétique, la disparition des anciennes Démocraties populaires n'ont pas abouti, même en Europe, à une ère de paix.

L'ancien bloc soviétique a seulement ouvert un champ supplémentaire aux manœuvres des grandes puissances impérialistes, parfois en accord entre elles, parfois en rivalité.

Une illustration sanglante en est donnée par la guerre qui se déroule en Ukraine. Car, derrière l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine par bandes de nervis interposées, il y a les manœuvres politiques des puissances impérialistes occidentales. (...)

Les deux camps qui s'affrontent en Ukraine sont, tous les deux, des ennemis des classes exploitées. Ils sont en train de le montrer de façon sanglante.

Mais le drame est que le prolétariat d'Ukraine n'a pas la force d'opposer sa propre politique aussi bien aux oligarques locaux qu'à la bureaucratie russe et aux puissances impérialistes. (...)

À quelques centaines de kilomètres de l'Ukraine, la

Grèce offre la démonstration que l'intégration européenne ne constitue en rien une association de peuples égaux. L'appartenance à l'Union européenne ne met pas fin aux relations de dépendance entre la partie orientale pauvre de l'Europe et les pays impérialistes de la partie occidentale.

Le gouvernement Tsipras, arrivé au pouvoir il y a quelques mois par la volonté de l'électorat populaire qui en avait assez de la politique d'austérité, est littéralement étranglé par les institutions de la bourgeoisie impérialiste.

Le programme de Syriza n'était pourtant pas révolutionnaire. Il promettait d'améliorer un peu les conditions d'existence des catégories les plus pauvres de la population : relever le salaire minimum, empêcher un certain nombre de licenciements découlant soit de la politique d'austérité elle-même, soit des privatisations.

Il avait surtout l'ambition de s'opposer à ce que la Grèce soit considérée comme une semi-colonie par les banques occidentales, qui l'ont ligotée avec la dette, et par leurs représentants politiques.

Mais même cette ambition modeste est inacceptable par les puissances impérialistes qui dominent l'Europe. Car il n'est pas question pour les institutions internationales de la bourgeoisie, du FMI à la Banque centrale européenne, d'accepter de ne pas être payées par les classes exploitées, qui pourtant n'y sont pour rien. (...)

Qu'ils se méfient

Que la grande bourgeoisie se méfie cependant ! Les

exploités grecs sont en train d'expérimenter, dans la souffrance et, demain peut-être, dans la déception, les limites de la voie électorale. Ce qui se passe en Grèce montre que même l'élection d'une équipe gouvernementale bien disposée à l'égard des travailleurs ne peut rien faire pour eux dans le cadre du système. Eh bien c'est ainsi que les classes privilégiées finiront par convaincre les exploités qu'il n'y a pas d'autre voie pour eux que de briser le système. (...)

Alors, ce que j'ai à dire à tous les militants qui partagent notre perspective, c'est, dans cette période de recul, de ne pas perdre confiance en leurs idées, c'est-à-dire ne pas perdre confiance en la classe ouvrière et en sa capacité à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Ce que j'ai à leur dire, c'est de ne pas perdre leur boussole politique, ne pas perdre leurs perspectives révolutionnaires dans la recherche de quelques succès politiques à court terme. (...) Les idées communistes révolutionnaires resteront minoritaires jusqu'au jour où de larges masses se tourneront vers elles.

Alors, il faut de la ténacité, de la persévérance, pour gagner aux idées communistes révolutionnaires des travailleurs, des jeunes, une nouvelle génération qui fera enfin triompher le combat séculaire que mène le monde du travail pour renverser un ordre capitaliste injuste, anachronique, pourrissant. C'est la seule voie pour sortir la société de son impasse actuelle et pour permettre à l'humanité de connaître un nouvel essor.

Turquie : la grève des métallos fait reculer les patrons

À partir du 14 mai au soir, la grève a paralysé l'usine Oyak Renault de Bursa, en Turquie. Démarrée un mois après la victoire d'une grève chez Bosch, dans la même zone industrielle, grâce à laquelle les ouvriers ont obtenu des hausses de salaire allant de 12 % à 60 %, elle a maintenant fait reculer le patron.

Un important mécontentement se fait en effet sentir dans les usines de l'ouest de la Turquie, l'inflation de 25 % environ étant à l'origine d'un effondrement du pouvoir d'achat des travailleurs. Pour un ouvrier de l'automobile en chaîne, par exemple, son salaire de 1 500 livres turques était auparavant l'équivalent de 750 euros. Il est maintenant l'équivalent de 500 euros avec lesquels il doit payer factures et traites, la quadrature du cercle pour la plupart. Or le syndicat implanté dans la majorité des usines de la métallurgie – la loi n'autorise qu'un seul syndicat représentatif par entreprise – est le syndicat Türk-Metal-is, dévoué au grand patronat et dont les dirigeants sont influencés par l'extrême droite. Fin 2014, Türk-Metal-is a signé avec les patrons de la métallurgie un accord de trois ans prévoyant une hausse de salaire de... 3 %. Et quand, en janvier, le syndicat réformiste Disk a tenté d'appeler à la grève sur ce problème, le gouvernement l'a purement et simplement interdite.

Le début de la grève

Néanmoins, les ouvriers de Bosch obtinrent rapidement gain de cause après une courte grève,

et la revendication d'une augmentation de salaire du même niveau, environ 130 euros par mois, devint celle d'Oyak Renault.

Dans ce pays où règnent la répression, la dictature du grand patronat, l'absence de liberté syndicale, le mouvement avait débuté par des gestes de rébellion collective. D'aucuns s'étaient laissé pousser la barbe, avaient organisé des vacarmes dans les cantines, d'autres avaient manifesté dans l'usine après le travail, puis au centre-ville. Les liens entre travailleurs s'étaient renforcés.

Plusieurs travailleurs ayant mis fin à leur adhésion à Türk-Metal-is, la direction de Renault en licencia aussitôt 14 en guise de réponse, comme elle l'avait fait en 2012. Mais cette fois, l'équipe de nuit riposta par la grève, le 14 mai. En pleine nuit, le directeur se déplaça alors devant l'usine arrêtée et annonça aux 3 000 ouvriers présents la réintégration des travailleurs licenciés. Il pensait ainsi arrêter le mouvement, au contraire les travailleurs se sentirent encouragés. Lorsque la direction fit savoir qu'elle refusait toujours d'augmenter les salaires, cela entraîna immédiatement la grève et l'occupation de l'usine.

Les revendications des



Oyak Renault, le vote de la grève.

grévistes d'Oyak Renault devinrent rapidement celles des travailleurs des autres usines, portant sur le refus de tout licenciement, le rejet du syndicat mafieux Türk-Metal-is et l'augmentation des salaires comme chez Bosch, environ 130 euros. Bientôt, avec ceux de Tofas Fiat, près de 16 000 ouvriers étaient en grève, avec occupation jour et nuit de leur usine.

Chez Renault, les grévistes ont élu leurs propres délégués d'atelier, qui sont environ 200, 24 d'entre eux coordonnant les équipes et 8 représentant toute l'usine, rendant compte en assemblée générale des rencontres avec la direction, le préfet ou la police. Les décisions sont prises par vote à main levée ou acclamations.

Devant les menaces préférées par les autorités, les grévistes ont voté de ne plus se rendre aux convocations de la préfecture, commentant : « Si le préfet a quelque chose à dire, qu'il vienne devant l'usine. » Renault a pu être tenté de céder, du fait de l'impact probable de la grève sur les autres usines du groupe

et sur les ventes, mais le MESS, l'organisation patronale de la métallurgie, s'y est opposé. Chez Renault comme ailleurs, les patrons n'ont proposé qu'une prime d'environ 1 000 livres turques (350 euros) sous condition de reprise immédiate. Le 26 mai encore, les grévistes de Renault l'ont refusée par leur vote.

Le mouvement s'étend

Le mouvement s'est étendu à d'autres usines des zones industrielles de Bursa, de la grande banlieue d'Istanbul et d'Izmit : de Tofas, qui fabrique les voitures Fiat en Turquie, Valeo, Delphi, Türk Traktör à Ankara, usine appartenant au groupe Koç. Un comité de délégués y dirige la grève sous tous ses aspects, repas compris. Les pressions de la direction sont multiples, des appels téléphoniques en pleine nuit aux menaces du type : « Vous comptez des terroristes parmi vous. » Mais les conditions de travail éprouvantes et le pouvoir d'achat qui s'écroule, les heures supplémentaires accumulées ou l'indispensable deuxième emploi au noir alimentent la colère.

À leur tour, les 8 000 travailleurs de Ford Otosan, à Izmit, sont entrés en grève le 18 mai sur les mêmes revendications que Renault, élisant leurs propres délégués et annulant leur adhésion à Türk-Metal-is. Si une minorité d'entre eux ont repris le travail depuis, ce dont se vante la direction, seuls 60 véhicules sortent des chaînes chaque jour au lieu des 230 prévus. Et encore, les deux seuls véhicules vendables ont été fabriqués avant la grève !

Le patronat de la métallurgie tente bien d'utiliser la ruse pour faire cesser le mouvement de grève ; le

22 mai, la grande presse aux ordres titrait mensongèrement sur la reprise chez Oyak et Tofas. Mais il semble hésiter à faire appel aux forces de police, posées non loin des usines, en particulier sans doute en cette période de campagne pour l'élection législative prévue le 7 juin.

Le mouvement ne s'essouffle pas, contrairement à ce que prétend la propagande patronale, il s'étend au contraire à d'autres villes comme Izmir où les ouvriers de l'usine de jantes CMS ont obtenu une prime de 1 000 LT après avoir seulement distribué un tract menaçant de la grève. Des villes moyennes sont touchées à leur tour : à Eskisehir, l'usine d'électroménager Arçelik s'est mise en grève le 26 mai, évacuée ensuite par la police.

Concessions patronales

Les grévistes d'Oyak ont repris le travail le 27 mai au matin, à la suite d'un accord garantissant l'absence de sanctions, le maintien des délégués élus par les ouvriers comme seuls interlocuteurs valables – ce qui, avec l'accès des ouvriers non adhérents au bénéfice des accords, sape en partie les bases du pouvoir de Türk-Metal-is – 600 LT (200 euros) de prime annuelle garantie, 1 480 LT pour la reprise et l'assurance que l'accord salarial sera revu dans le mois qui vient.

Ce succès ne pourra qu'encourager les milliers de travailleurs qui continuent à se battre pour survivre face à un patronat rapace. Comme le dit un slogan des grévistes, *Dilenmek istemezsen, mücadele et*, « Si tu ne veux pas te retrouver à la rue, lutte ! »

J.D.

Amazon et les impôts : mirage ou coup de pub

Amazon, le numéro 1 mondial de la vente sur Internet, a décidé de payer des impôts. Ou du moins, il le dit. Depuis toujours, il comptabilisait ses ventes sur le territoire européen au niveau de sa filiale au Luxembourg, où le fisc lui aurait fait un accord sur mesure en l'imposant, depuis 2003, à moins de 1 % de ses revenus.

Depuis le 1^{er} mai 2015, il dit avoir déclaré des bénéfices dans quatre pays

et il s'apprêterait à le faire dans d'autres, dont la France. Amazon se serait donc décidé à payer des taxes plus importantes.

Cette tardive bonne volonté serait peut-être due à une enquête de l'Union européenne sur ses pratiques fiscales et au scandale qu'il a suscité dans certains pays comme l'Allemagne où sur un chiffre d'affaires de 9 milliards, cette multinationale n'aurait payé que 3 millions

d'impôts.

Tout est évidemment dans le flou le plus total puisque le secret entoure ses bénéfices réels. Quant à la mise en pratique de cet accès de civisme ou de ce petit coup de pub, qui devrait commencer en France par le paiement d'un redressement fiscal de 250 millions de dollars, cela reste à voir.

Sylvie Maréchal

Assistance publique – Hôpitaux de Paris : une journée réussie qui en prépare d'autres

Jeudi 21 mai, une journée de grève était organisée, à l'appel des syndicats CGT, FO, Sud et d'autres, contre la menace de suppression de jours de repos RTT et le plan de réorganisation du travail du directeur général Martin Hirsch à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu autant de participation.

Depuis début mai, des assemblées générales s'étaient tenues dans la plupart des 37 hôpitaux concernés pour préparer le 21. Cela a porté ses fruits puisqu'il y a eu 40 % à 60 % de grévistes, selon les endroits, et selon des modalités diverses, certains étant assignés. Dès le matin, les manifestants se sont rassemblés dans leur hôpital et leurs cortèges ont convergé vers le siège de la direction générale, avenue Victoria, au centre de Paris. Ceux de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière étaient 800, ceux de Saint-Antoine 600, pour les plus nombreux. Au total, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant le siège.

Encouragés par les slogans scandés par la foule des manifestants, notamment « *Ni amendable, ni négociable, retrait du plan Hirsch* », des militants qui se sont succédé au micro ont insisté dans ce sens. Ce fut aussi le cas des responsables syndicaux, qui continuaient pourtant en même temps leurs discussions au deuxième étage

avec la direction, mais ouvraient de temps en temps la fenêtre avec des gestes de chef d'orchestre.

L'appel à une nouvelle journée pour jeudi 28 mai ayant été lancé et acclamé lors du rassemblement devant le siège, et concrétisé le lendemain dans certains hôpitaux, l'intersyndicale centrale l'a repris.

La direction de l'AP qui pensait imposer rapidement son plan sous la forme d'un prétendu accord portant des signatures syndicales se trouve donc devant des difficultés imprévues. Elle essaie de contourner le problème en portant les négociations syndicales sur des sujets annexes, remettant à plus tard la question des RTT qui reste pourtant le noyau dur de son plan.

Le personnel des hôpitaux, pour qui les RTT sont une nécessité pour tenir le coup au travail, a donc toutes les raisons de continuer la mobilisation avec pour objectif le retrait complet du plan Hirsch, ni négociable, ni amendable.

Correspondant LO



Les raisons de la colère

Le plan que Martin Hirsch, le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), essaye d'imposer à 75 000 salariés, vise à réaliser 20 millions d'euros d'économies sur leur dos.

Il s'inscrit dans la politique du gouvernement qui consiste à saigner les services publics en leur imposant 50 milliards d'euros d'économies en trois ans, dont 3 milliards pour les hôpitaux du pays qui sont déjà asphyxiés financièrement. De cet argent économisé, au moins 40 milliards par an sont destinés au patronat sous forme de subventions, de réductions et crédits d'impôts.

Ces cadeaux aux patrons se font au nom de « l'emploi », bien que le gouvernement n'ait absolument pas l'intention de les contraindre à quoi

que ce soit en la matière. D'ailleurs depuis la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi censé créer un million d'emplois, on compte 300 000 chômeurs de plus...

Le gouvernement supprime aussi lui-même des emplois et veut qu'au cours des trois prochaines années les hôpitaux du pays suppriment 22 000 postes. Au contraire, c'est par l'embauche du personnel nécessaire à son fonctionnement que l'hôpital public pourra vraiment rendre les services indispensables dont la population a besoin.

Hirsch fait un chantage à l'emploi. Il prétend que diminuer de quelques dizaines de minutes la journée de travail – mais pas du tout la charge quotidienne de travail – et donc diminuer le nombre de journées de RTT annuelles,

permettrait de sauver 4 000 emplois dans les années à venir. Comme si chacun devait choisir entre sacrifier ses repos ou son emploi.

D'autres menaces sont à peine voilées. Hirsch a ainsi fait calculer qu'en 2014 si la journée de la Fête des mères avait été supprimée, l'AP-HP aurait économisé 161 postes de travail, ou 17 autres postes si la journée de la médaille du travail avait été supprimée ; que 16 postes auraient été économisés si deux journées de RTT étaient enlevées à ceux qui prennent des congés bonifiés pour aller en vacances dans leur famille outre-mer, ou 137 postes si les RTT n'étaient plus attribuées pendant les formations, absences pour causes familiales etc.

Correspondant LO

CHI-psychiatrique de Clermont – Fitz-James (Oise) : des agressions qu'il faut prévenir

Le 28 avril, deux infirmières d'un pavillon du CHI de Clermont-Fitz-James (Centre hospitalier intercommunal) ont été agressées par un patient reconnu dangereux et maintenu en chambre d'isolement. Celui-ci avait déjà agressé des soignants à Beauvais et avait donc été transféré au CHI. Ramené dans sa chambre par les infirmières, il a brusquement frappé l'une d'elles au visage lui occasionnant nez cassé, bleus et contusions multiples. Quant à sa collègue enceinte qui n'a pas hésité à venir à son aide, elle a récolté des coups dans le ventre au risque de perdre son bébé.

Les deux collègues choquées et traumatisées sont depuis en arrêt de travail. Le patient, qui aurait dû être sur le champ transféré et traité en conséquence, a été maintenu sans changement dans l'unité pendant plusieurs jours. L'équipe devait encaisser le traumatisme de l'agression et rester stoïque et professionnelle

face à l'agresseur avec la peur au ventre.

Lors de la réunion avec les médecins une remarque déplacée a fait monter la moutarde au nez des soignants, le psychiatre ayant déclaré que : « *C'était le risque du métier* » ! Certes le risque de violences verbales et physiques existe en psychiatrie mais ce sont

justement les équipes soignantes au plus proche des patients qui remarquent les changements comportementaux et en informent oralement et par écrit dans le dossier de soin. Ce dossier ne doit pas uniquement servir à être une vitrine pour les audits (numéro, page, étiquettes,...) mais bien un outil et un support afin que les médecins et les cadres prennent les mesures adéquates pour protéger et soigner comme il se doit, en temps et en heure, afin d'éviter des passages à l'acte grave.

Le cas étant loin d'être isolé et les agressions se multipliant, le syndicat CGT a appelé à la grève le 11 mai répondant à l'attente du personnel. Ce jour-là, 120 hospitaliers se sont réunis pour dénoncer les

conditions de travail inacceptables. Le bilan parle de lui-même : pour un hôpital qui regroupe au total 2 700 salariés, en 2014 il y a eu 482 accidents du travail déclarés dont 182 agressions physiques. En 2015, on recense déjà 186 accidents du travail dont 75 agressions physiques, et l'année est loin d'être terminée.

Le personnel rassemblé est allé interpeller la directrice par intérim qui avait eu le culot de déclarer, après l'agression des deux soignantes, que les effectifs par équipe pour le service étaient suffisants, se dédouanant ainsi de toute responsabilité. Cela a été pris comme une provocation.

Le personnel réclame la suppression des noms de famille sur les blouses pour faire face aux menaces de

représailles, mais surtout des effectifs suffisants dans les trois équipes afin d'exercer ce pour quoi il est formé : soigner.

À Clermont 1, là où l'agression s'est produite, le manque de personnel est criant avec des salariées en maladie non remplacées, des repos décalés et il est courant de tourner à deux ou trois par pavillon, au lieu des quatre minimum requis. Le personnel n'est en nombre suffisant qu'en cas de grève du fait des assignations décrétées par la direction ! Mais cette situation est celle de l'ensemble de l'hôpital.

Alors l'avertissement donné par le personnel le 11 mai risque de ne pas être le dernier !

Correspondant LO

SNCF - Région de Nantes : les cheminots restent mobilisés

Pour la région SNCF de Nantes, qui recouvre un secteur allant du Mans au Croisic en passant par Laval et Thouars, le mouvement contre la suppression des postes de chef de quai dans les gares et la suppression des contrôleurs à bord des trains a pris une nouvelle ampleur avec la journée de grève de 24 heures du 22 mai, qui a succédé à celle du 13.

À l'appel d'une inter-syndicale regroupant la CGT, Sud-Rail, la CFDT et FO, cette nouvelle journée a été un succès, avec l'entrée dans la grève de nouveaux secteurs comme celui du TER et les agents

chargés de la circulation des trains. Pour les contrôleurs, c'était à 30 % de plus.

L'assemblée générale qui s'est tenue dans la matinée du 22 en gare de Nantes a regroupé

davantage de participants, dont des délégations de grévistes des gares d'Angers, de Savenay, de Saint-Nazaire et d'Ancenis.

La discussion a été riche, dans un esprit combatif, pour dire que ce n'était pas le moment de baisser les bras et qu'il fallait continuer pour que la direction retire ses attaques.

Les revendications des grévistes sont simples : arrêt des suppressions de postes sur les quais, dans les trains et partout

où elles sont programmées, avec au contraire l'embauche des CDD et des jeunes en contrat d'avenir, qui travaillent en situation précaire à côté des cheminots et qui sont de plus en plus nombreux.

L'assemblée générale des grévistes a revoté la grève, à l'unanimité des 170 cheminots présents moins 5 abstentions, et malgré l'appel à suspendre le mouvement de la part du responsable FO de Nantes gare. Au Mans aussi, l'AG a reconduit la

grève pour le 5 juin.

Pour l'instant, la réponse de la direction régionale a été de reculer d'un an l'application de la suppression des chefs de quai. Ce petit recul n'a pas suffi à calmer le mouvement, au contraire il est apparu comme un encouragement à se mobiliser toujours plus nombreux et à populariser la lutte à d'autres régions, touchées elles aussi par de telles attaques.

Correspondant LO

Trains Intercités : dégradation programmée du service public

Le député PS Philippe Duron a rendu son rapport sur le réseau des trains Intercités, qui relient diverses villes de province entre elles, hors des lignes TGV, et sont utilisés quotidiennement par 100 000 voyageurs. Ce rapport décrit l'état lamentable du réseau, l'allongement des temps de parcours et la dégradation de la régularité des trains.

Mais, s'il dénonce ce recul du service rendu à la population, ce n'est pas pour conseiller au gouvernement de mettre plus de moyens dans les transports publics, bien au contraire ! Il en conclut qu'il faut réduire la fréquence des trains Intercités sur certaines lignes, les remplacer par des autocars sur d'autres, et même supprimer purement et simplement les lignes les moins fréquentées. Que cela se

traduise par une nouvelle dégradation des conditions de travail pour les cheminots et des conditions de transport pour les usagers, n'est pas son problème.

Dans ses conclusions, Philippe Duron ne fait que reprendre les propositions de la SNCF, qui veut se débarrasser de ce réseau déficitaire et envisage de supprimer plus de la moitié de ses 300 trains Intercités. Il affirme que « le service public doit être assuré »,

mais il préconise un véritable sabotage de celui-ci. Car supprimer des lignes, réduire le nombre de trains quotidiens et le nombre de cheminots sur chacun d'eux, remplacer les trains par des cars sur certains tronçons, cela signifie pour les voyageurs des temps de parcours rallongés, des correspondances compliquées et non garanties, le retour forcé à la voiture individuelle.

Une enquête réalisée auprès des usagers des trains Intercités a pourtant montré que ceux-ci non seulement tiennent à leurs lignes de train, mais attendent de la SNCF qu'elle améliore le service rendu. Ils souhaiteraient par exemple que l'accès des handicapés soit assuré, que soit mis en

place un espace bagages ou vélos, l'accès Internet, etc.

Loin de répondre à ces demandes, la SNCF a laissé sciemment se dégrader l'infrastructure et les trains pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, elle tire prétexte du coût important que nécessiterait la rénovation de ces lignes

pour envisager le démantèlement d'un nouveau pan des transports publics. Cela constituera peut-être une aubaine pour les patrons du transport par autocars, mais ce seront une fois encore les voyageurs et les travailleurs du rail qui en feront les frais.

Valérie Fontaine



Autocars : un pont d'or pour les transporteurs

Présentant son projet de loi de libéralisation des lignes d'autocars, Macron, ministre de l'Économie, avait déclaré que désormais, avec des tarifs dix fois moins élevés que ceux du train, « les pauvres pourront voyager ». Banquier d'affaires devenu ministre d'un gouvernement PS qui multiplie les cadeaux au patronat, Macron ne cache pas son mépris de classe pour ceux qui ne sont pas de son monde, lui qui a traité « d'illettrés » les ouvriers licenciés de Gad.

Quand Macron invoque l'avantage qu'auraient les pauvres à la généralisation du transport en autocars, c'est pour ne pas dire que les grands gagnants de l'opération seront les mastodontes du transport automobile de passagers.

Alors, les grands groupes du secteur piaffent

d'impatience avant l'ouverture quasi totale, promise pour l'été, du marché français du transport routier de passagers longue-distance. Après les Eurolines, iDBus (filiale de la SNCF), Starshipper et le britannique Megabus, l'allemand FlixBus vient de se mettre sur les rangs. Car ce qu'on leur

offre excite leur appétit. En Allemagne, où ce secteur a été libéralisé en 2013, il draine vingt millions de passagers par an. Pour la société FlixBus, ce sont 300 millions de chiffre d'affaires. En France, les parts du gâteau sont du même ordre de grandeur. Et elles ne peuvent que croître avec le désengagement constant du service public.

Depuis des décennies, les gouvernements ont tous poussé la SNCF à devenir rentable : en fermant des lignes secondaires, en donnant la priorité aux trains qui rapportent le plus, au détriment des TER, Corail, etc.

Résultat : le réseau ferré

se réduit, des espaces de plus en plus vastes ne sont plus desservis, les trajets même entre grandes villes de province sont trop compliqués, trop longs ou inexistantes.

Après avoir systématiquement désorganisé ce service public, les gouvernants ont beau jeu maintenant de vanter la souplesse, le moindre coût de l'autocar.

Bien sûr, c'est contradictoire avec le fait de prétendre combattre la pollution, dont celle des moteurs diesel qui équipent les autocars. Comme il est contradictoire de mener des campagnes sur la sécurité au volant, ou d'avoir envisagé

d'obliger les poids lourds à traverser le pays sur des wagons spéciaux, et de donner maintenant le feu vert à des norias d'autocars qui vont sillonner routes et autoroutes !

On a là un nouvel exemple de l'irresponsabilité de ceux qui nous dirigent et de l'aberration sociale de leur système. Un système où prime l'intérêt, non pas de la collectivité, mais des grosses sociétés privées, et où l'on s'en remet à la concurrence et au marché pour organiser ce qui devrait l'être à travers des choix rationnels, faits en fonction de l'intérêt de la population.

Pierre Laffitte

Groupe Solvay : les actionnaires encaissent

La famille Solvay, qui possède le groupe du même nom, a touché 81,9 millions d'euros de dividendes en 2014.

Cette vieille dynastie industrielle belge aura de quoi entretenir ses châteaux, qu'elle a en grand nombre. Il paraît même que, dans une de ces propriétés familiales, les visiteurs invités pour une partie de tennis se trompent régulièrement de court, tant il y en a.

Le conseil d'administration de la holding qui contrôle Solvay est plein de gens de la haute : le baron François-Xavier de Dorlodot, le chevalier John Kraft de la Saulx, la comtesse René-Louis de Bernis Calvière et bien sûr le baron Daniel Janssen. Les noms de ces bourgeois-là sont aussi longs que leur soif de profits !

Pour arriver à étan-cher cette soif, ces actionnaires paient grassement leurs hommes de main. Le PDG, Jean-Pierre Clamadieu, s'est ainsi vu

accorder plus de 2,8 mil-lions d'euros, assortis de quelques milliers de stock-options. Les admi-nistrateurs de Solvay touchent 35 000 euros par an pour leur seule participation au conseil d'administration, une petite poire pour la soif, à laquelle s'ajoutent 4 000 euros par journée de présence au conseil.

Cette année, à l'occa-sion des négociations sur les salaires, la direction générale a osé dire aux travailleurs du groupe qu'elle avait fait un grand effort avec... 20 euros brut d'augmentation par mois. Mais, derrière cette arrogance patronale, les seuls à faire de grands efforts, sont évidemment les travailleurs qui pro-duisent et assurent les confortables dividendes qu'empochent les capita-listes et leurs serviteurs.

Correspondant LO

à Chalampé : et les salaires ?

Sur le site de Solvay à Chalampé, près de Mul-house, où travaillent envi-ron mille personnes, plus de 300 salariés ont été transférés à la joint-ven-ture Butachimie à l'au-tomme 2014. Ils ont changé de direction, sans changer pour autant d'atelier ni de poste de travail, et passent d'un grand groupe interna-tional, Solvay, à une PME de 300 personnes. Cepen-dant la direction semble avoir les mêmes méthodes que l'ancienne.

Pour les premières négociations annuelles

obligatoires, elle a en effet proposé dans un premier temps 0,5 % d'augmenta-tion collective, 10 euros en moyenne. Le compte n'y étant pas, elle est royale-ment montée à 20 euros. Puis, à l'issue d'une journée de négociation marathon, le 20 mai, l'énorme majorité des salariés ne voulaient pas laisser passer, de sorte qu'un appel immédiat à la grève fut déposé par la CGT et la CFDT.

À la prise d'équipe à 20heures, au lieu d'entrer dans l'usine pour rejoindre leur poste, la totalité des salariés des deux ateliers

sont restés devant le por-tail, s'engageant dans une grève.

Il a suffi de 45 minutes pour que la direction lâche 50 euros d'augmentation sur le salaire de base, sous forme d'augmentations «individuelles collectives», comme elle les appelle: des augmentations présentées comme individuelles, pour ne pas admettre qu'elle a lâché si vite, et autant, mais en réalité une augmenta-tion collective, puisque tout le monde la touchera.

La grève, ça paye!

Correspondant LO

Michelin – Roanne : aggravation de l'exploitation

Alors que le gouverne-ment continue de seriner que la croissance revient, et avec elle l'embellie qui ramènera la prospérité pour tous, le pa-tronat voudrait faire reculer la condition ouvrière en im-posant des accords de com-pétitivité. Le dernier en date vient d'être signé à l'usine Michelin de Roanne.

Dorénavant, le site sera ouvertseptjoursursept. Les salariés seront contraints d'être plus flexibles et de travailler 28 dimanches par an. Les départs à la retraite ne seront pas rem-placés et 130 emplois seront

supprimés. Tout cela pour rentabiliser l'installation d'une nouvelle chaîne de fabrication de pneus haut de gamme.

Selon la direction de Mi-chelin, ces sacrifices étaient nécessaires pour sauver l'usine de Roanne. Et toute la presse d'applaudir en saluant les salariés qui au-raient «choisi» et «accepté» de faire plus d'efforts pour l'emploi ! Plutôt que de choix, quand on vous propose soit de fermer votre usine, soit de travailler le dimanche, il faudrait parler de chantage.

Michelin a réalisé l'an

dernier un bénéfice net de plus d'un milliard d'euros. La fortune personnelle de la famille Michelin a plus que doublé, à 1,2 milliard, et tous les béni-oui-oui du patronat trouvent normal que Michelin impose des efforts supplémentaires aux ouvriers ! Alors, n'en doutons pas, quand bien même il y aurait une vé-ritable reprise, le grand patronat n'en aura ja-mais assez et les travail-leurs devront encore et toujours lutter contre ce maître-chanteur.

Lila Vermer

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la divi-sion en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent rempla-cer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pou-voir économique et politique. Nous disons aussi que les travail-leurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cin-quante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12 000 exemplaires. Impres-sion: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dis-tribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 – Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploita-tion, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Associa-tion de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisible-ment vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti poli-tique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versée par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

✂

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte Ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord , Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Irak et Syrie : le chaos s'étend

Après Ramadi, capitale de la province d'Al-Anbar, région située au nord-ouest de l'Irak et frontalière avec la Syrie, l'organisation État islamique (EI) s'est emparée de Palmyre, en Syrie, le 21 mai, puis a poursuivi sa progression le long de la frontière syrienne. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), l'EI aurait exécuté au moins 217 personnes soupçonnées de soutenir le régime de Bachar al-Assad, dont des civils, depuis qu'il s'est emparé il y a neuf jours d'une partie de la province syrienne de Homs qui inclut Palmyre. Le bilan pourrait cependant être beaucoup plus lourd.

En Syrie comme en Irak, les avancées d'EI ont fait fuir des dizaines de milliers de personnes. Depuis janvier 2014, et surtout depuis leur avancée fulgurante en juin de la même année, l'EI continue sa progression sur un territoire situé à cheval entre la Syrie et l'Irak, base du « califat » que son chef Abou Bakr al-Baghdadi dit vouloir instaurer.

L'impérialisme américain a commencé en août les bombardements aériens, suivi par la France, pour tenter de contrer l'avancée de l'État islamique, en s'appuyant sur l'émotion

créée par la barbarie des djihadistes. Mais la déstabilisation de toute la région est la conséquence directe des années d'occupation et de guerres menées en Irak en 1991 et 2003. Comme chaque fois que l'impérialisme intervient pour éteindre les incendies qu'il a allumés, directement ou par puissances locales interposées, il en allume de nouveaux, et en plus grand nombre.

En Irak, pour combattre les milices sunnites de l'EI, l'actuel gouvernement irakien conduit par Haïder al-Abadi n'a pas plus de

pouvoir que celui de Nouri al-Maliki qu'il a remplacé sous la pression de l'administration américaine. Il est contraint de faire appel à des milices, en majorité chiites, comme la milice Badr. Celles-ci, tout comme celles de l'EI, ont commis ces derniers mois des exactions dans les zones conquises. Amnesty International a ainsi dénoncé les disparitions, les enlèvements, et les exécutions de prisonniers dont elles se sont rendues responsables. La crainte qu'elles inspirent entraîne aussi des déplacements de dizaines

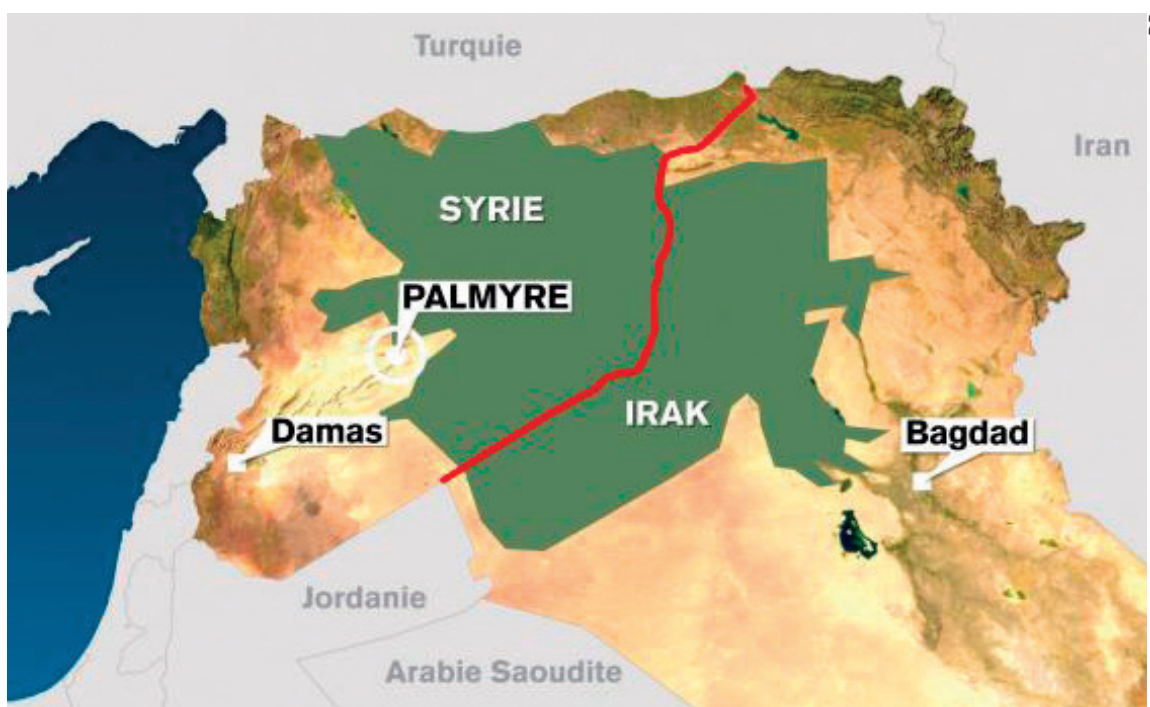
de milliers d'Irakiens, créant des zones sunnites ou chiites même là où la population vivait mélangée, attisant encore des haines entre communautés.

Les puissances locales, telles l'Arabie saoudite, le Qatar ou l'Iran, qui sont en compétition pour le rôle de premier gendarme de l'impérialisme et au travers desquelles les États-Unis cherchent à contrôler la situation, arment et financent nombre de milices chiites ou sunnites en concurrence avec celles de l'État islamique. En Syrie, les États-Unis avaient

ainsi laissé l'Arabie saoudite fournir des armes aux milices sunnites, dont celles qui ont formé ensuite l'organisation EI, pour affaiblir le régime de Bachar al-Assad. La progression rapide des combattants d'EI a été le retour de bâton de cette politique.

Pendant que la situation continue de pourrir, les populations sont prises en étau entre les différentes bandes armées djihadistes et les armées impérialistes, et paient d'un prix exorbitant le maintien de la domination impérialiste dans la région.

Aline Rétesse



En vert, les zones contrôlées par EI.

Espagne : un vote contre l'austérité

Dimanche 24 mai avaient lieu en Espagne les élections municipales dans l'ensemble du pays. En même temps dans toutes les grandes régions sauf l'Andalousie, le Pays basque, la Galice et la Catalogne se déroulaient les élections dites des autonomies, qui élisent les Parlements régionaux.

Les résultats de ces deux scrutins montrent un rejet croissant du Parti Populaire (PP), le parti de droite actuellement au pouvoir, et de la politique d'austérité qu'il impose aux classes populaires en même temps qu'il couvre tous les scandales et les malversations commises par ses amis politiques et par le monde de la finance. Le sauvetage

des banques à coup de milliards d'euros pendant que les banquiers expulsaient ceux qui ne pouvaient plus payer leurs traites a semé un vent de révolte. Quant aux propos de Rajoy annonçant que la fin de la crise s'approchait ont sans doute augmenté la colère de ceux qui n'acceptent plus le chômage, la précarisation du travail, et la baisse

des salaires. Rajoy, pour conserver ses positions, espère sans doute pouvoir s'allier avec un nouveau parti, créé tout récemment, ancré à droite et qui s'est développé rapidement, Ciudadanos (Citoyens), qui a eu 1 400 000 voix. Mais rien n'est joué!

Le PP n'est pas le seul grand parti à payer les conséquences de la politique des gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis la crise de 2007. À gauche, le parti socialiste PSOE a mené pendant plusieurs années, quand il était au pouvoir et aussi au niveau local, une politique semblable à celle du PP, qui a déçu son électorat. Dans les élections du 24 mai, il semble avoir relativement enrayer son recul. Ayant choisi de mettre en avant des dirigeants plus jeunes et dynamiques, il conserve des positions importantes dans les deux scrutins. Mais il est clair que là où il peut espérer rester en place, il lui faudra conclure des alliances avec des courants dits radicaux comme Podemos et Izquierda Unida.

Or les élections municipales et des autonomies confirment la montée de ces courants. Même si cette montée recouvre

différentes nuances, elle est ressentie par des centaines de milliers de personnes comme un encouragement à ne pas accepter de subir les sacrifices que les pouvoirs leurs imposent.

Le plus important de ces courants est Podemos. Il a choisi de ne pas se présenter systématiquement sous son sigle aux élections municipales, agrégeant autour de lui des coalitions aux dénominations variées selon les villes ou les régions. Ces listes ont remporté un réel succès dans de nombreuses localités, y compris parmi les plus importantes.

À Madrid, Podemos s'est présenté avec son étiquette dans le regroupement Ahora Madrid (Madrid maintenant) et se trouve quasiment à égalité avec le PP. Sa candidate à la mairie de Madrid est connue parmi les classes populaires par son passé militant et pour avoir joué un rôle dans les luttes contre l'austérité, dont les plus récentes.

Le second phénomène marquant est le résultat des municipales à Barcelone où la liste de la coalition Barcelona en comú (Barcelone ensemble), conduite par Ada Colau, a remporté le plus grand nombre de suffrages et a supplanté en nombre de voix la liste des

nationalistes catalans de droite. Ada Colau a acquis sa popularité dans son combat contre les expulsions immobilières dans des quartiers pauvres de Barcelone. Et il n'est pas exclu qu'elle devienne maire de Barcelone.

Une autre indication qui permet de mesurer le sens de la contestation électorale est le maintien relatif d'Izquierda Unida (IU), formation constituée autour du Parti communiste espagnol, que les médias considéraient comme moribonde et qui conserve 1 059 000 voix.

La mise en place des conseils municipaux et des Parlements régionaux va sans doute être marquée par des combinaisons politiques, d'autant que se profilent pour la fin de l'année les élections générales. Mais ce qui compterait d'abord aujourd'hui serait que tous ceux qui se tournent vers Podemos, vers IU, vers le regroupement autour d'Ada Colau, se donnent des perspectives politiques et des objectifs de lutte, non seulement avec la volonté de changer des dirigeants mais pour inverser la politique actuelle, et imposer une politique en faveur de la population laborieuse.

Henriette Mauthey

Cercle Léon Trotsky

La longue lutte des Noirs américains

Vendredi 19 juin à 20h 30

**Docks de Paris – Eurosites
50, avenue des Magasins Généraux
Bâtiment 282**

Aubervilliers

Métro Front Populaire (ligne 12)

Participation aux frais: 3 euros